

**Communication présentée en séance plénière
Le 23 mai 2013**

Communication relative aux actualités en matière de fichiers mis en œuvre dans le cadre d'opérations électorales

M. Jean-François CARREZ

Rapporteur

M. Jean MASSOT

Co-rapporteur

Avec le concours de :

██████████ juriste au service des affaires juridiques

██████████, chargé de mission au service des plaintes

██████████, juriste au service des plaintes

██

SOMMAIRE

I. LES ÉLECTIONS PRIMAIRES ORGANISÉES EN VUE DU SCRUTIN MUNICIPAL DE 2014	3
A. Les primaires annoncées par l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP)	4
1. Le déroulement des primaires à Paris	4
2. Présentation du dispositif envisagé à Lyon.....	9
B. Les primaires annoncées par le Parti socialiste (PS).....	10
1. La constitution du fichier des votants	11
2. La communication politique relative aux primaires	12
3. Constitution d'une liste de sympathisants du PS	13
C. Les principaux enjeux « Informatique et Libertés » soulevés par ces primaires	13
1. La définition du responsable de traitement au sein d'une formation politique	14
2. Le vote électronique ou la pétition de soutien de candidature	14
II. LES AUTRES ÉLÉMENTS MARQUANTS DE L'ACTUALITÉ POLITIQUE AU REGARD DE LA PROTECTION DES DONNÉES	15
A. Deux nouvelles élections législatives partielles (Français de l'étranger)	15
B. Un déficit confirmé d'information concernant le mécanisme de constitution des listes électorales consulaires	17
C. Des plaintes en cours concernant l'utilisation des listes électorales consulaires par des associations	18
D. Une interrogation classique sur l'utilisation des listes électorales hors période électorale.....	19
E. L'organisation de primaires par l'UMP en 2016.....	19

Résumé

A l'issue des élections législative et présidentielle de 2012, vos rapporteurs avaient présenté à la Commission un bilan des travaux de l'Observatoire et proposé plusieurs pistes d'action en vue d'améliorer la protection des données personnelles traitées à des fins de communication politique.

Conformément aux décisions de la Commission, vos rapporteurs ont ainsi rencontré plusieurs partis politiques français et devraient finir ce « tour de piste » avant l'été, afin de leur présenter ce bilan des élections de 2012. Il ressort de ces réunions de travail que les partis politiques sont bien plus sensibles que lors de leur consultation en 2011 à la nécessité d'assurer une meilleure protection des données personnelles. En particulier, la recommandation de la Commission concernant « l'opt-in » en matière de prospection politique semble faire consensus, [REDACTED].

Vos rapporteurs ont également appelé l'attention du Gouvernement sur ce bilan et sur les nécessaires modifications législatives et réglementaires qu'il a mis en exergue (cf. communication de juillet 2012). [REDACTED]

En effet, les élections municipales de 2014 nécessitent d'ores et déjà la mise en œuvre de traitements de données à caractère personnel, en particulier dans le cadre des « primaires » organisées par le PS et l'UMP dans certaines grandes villes de France. Vos rapporteurs souhaitent donc tout d'abord présenter à la Commission les travaux qu'ils ont engagés dans ce cadre, qui démontrent par ailleurs que ces deux partis ont largement pris en compte les recommandations de la CNIL en la matière.

Dans un second temps, vos rapporteurs proposent de présenter brièvement les autres éléments marquants de l'actualité politique au regard de la protection des données personnelles. Ces actualités démontrent à l'inverse la nécessité, pour vos rapporteurs et les membres de l'Observatoire, de poursuivre leur travail de sensibilisation des acteurs à la protection des données personnelles, en particulier concernant l'utilisation des listes électorales, communale ou consulaire.

I. LES ÉLECTIONS PRIMAIRES ORGANISÉES EN VUE DU SCRUTIN MUNICIPAL DE 2014

Plusieurs formations politiques ont annoncé l'organisation de primaires pour désigner leurs « têtes de liste » pour les échéances municipales prévues en 2014.

L'Observatoire a donc rencontré les partis concernés afin de définir avec eux le cadre « Informatique et Libertés » adéquat. Il s'appuie notamment sur l'expérience acquise grâce aux travaux menés à l'occasion des primaires organisées par le Parti socialiste en 2011.

Pour rappel, l'utilisation de fichiers dans le cadre de telles désignations internes, quelles qu'en soient les modalités précises, a été expressément abordé dans la recommandation relative à la mise en œuvre par les partis ou groupements à caractère politique, élus ou candidats à des fonctions électives de fichiers dans le cadre de leurs activités politiques (Délibération n° 2012-020 du 26 janvier 2012) ainsi que dans le guide pratique qui en est issu.

Vos rapporteurs soulignent, à ce stade, l'important travail mené par l'Observatoire à l'attention des formations politiques et des pouvoirs publics. La prise en compte des problématiques « Informatique et libertés », dans le cadre de l'organisation des élections primaires par l'UMP et le Parti socialiste, apparaît notamment comme le résultat des opérations de sensibilisation de ces acteurs par notre Commission.

A. Les primaires annoncées par l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP)

L'UMP a décidé de mettre en œuvre des primaires dans certaines villes de France. Ces élections ouvertes à l'ensemble des électeurs inscrits sur les listes électorales de ces communes constitueront une opération inédite pour cette formation politique.

À ce jour, deux villes seraient concernées par ces consultations : Paris et Lyon. Ce choix s'explique notamment par plusieurs spécificités liées à ces deux communes :

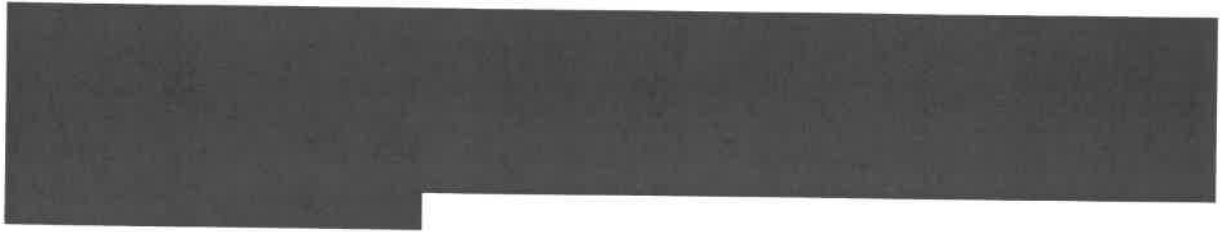
- l'UMP fait partie de l'opposition municipale ;
[REDACTED]
- les personnes inscrites sur les listes électorales de ces communes sont particulièrement nombreuses (1 250 000 à Paris, environ 290 000 à Lyon).

S'appuyant sur l'expérience concluante des élections primaires du Parti socialiste en 2011, l'UMP souhaite également organiser de tels scrutins pour engendrer une dynamique démocratique dont bénéficieront les candidats officiellement investis.

Les modalités retenues à Paris et à Lyon sont cependant spécifiques à chaque commune : la Fédération UMP de Paris recourt à un dispositif de vote par Internet, tandis que la Fédération UMP du Rhône s'est prononcée en faveur d'un dispositif plus classique, par bulletin papier.

1. Le déroulement des primaires à Paris

[REDACTED]



a) Le parrainage des candidats et la validation de leurs candidatures

Entre le 18 mars et le 9 avril 2013, chaque candidat à cette élection primaire de la tête de liste a dû recueillir le parrainage d'au moins 300 électeurs inscrits sur la liste électorale parisienne (répartis dans 5 arrondissements), ainsi que de 10 élus parisiens (parmi les conseillers de Paris, conseillers d'arrondissement, parlementaires, membres du Parlement européen ou conseillers régionaux, répartis dans 3 arrondissements).

Chaque soutien devait être recueilli par les candidats au moyen d'un bulletin établi par le Conseil supérieur des primaires (entité compétente pour la Fédération UMP de Paris). Un parrain ne pouvait soutenir qu'un candidat.

Pour être comptabilisé, chaque bulletin devait être accompagné d'une photocopie d'un justificatif officiel d'identité du parrain ou de sa carte d'électeur. Les parrains devaient ainsi renseigner leurs nom, prénom, mandat (s'ils étaient élus parisiens), adresse postale, ainsi qu'éventuellement adresse électronique et numéro de téléphone.

À la demande de l'Observatoire, après examen du bulletin adressé initialement par la Fédération aux différents candidats, il a été intégré à ce document :

- **une case à cocher pour permettre aux parrains de consentir à ce que leur coordonnées puissent être réutilisées à des fins de communication politique durant la période des primaires, par le seul candidat parrainé ;**
- une mention d'information dite « Informatique et Libertés ».

Ces éléments participent à une meilleure protection des données personnelles des parrains, notamment grâce au recours à de l'opt-in, ce dont se félicitent vos rapporteurs.

Le contrôle de ces bulletins de parrainage a été effectué par la Fédération UMP de Paris sous contrôle d'huissier. Aucun enregistrement des données collectées auprès des parrains n'a été effectué par la Fédération. Si le parrain y consent grâce à la présence d'une case à cocher à cet effet sur le bulletin, ses données pourront cependant être réutilisées par le candidat auquel il aura apporté son soutien. L'ensemble de ces bulletins et justificatifs officiels d'identité ont ensuite été remis à l'huissier pour destruction sécurisée, ce qui apparaît conforme aux dispositions

rappelées dans la recommandation de notre Commission de janvier 2012¹. Ces parrainages n'ont fait l'objet d'aucune publicité.

À l'issue de ce processus, 6 candidats ont été autorisés à participer à cette élection, le 7^{ème} prétendant n'ayant pas pu recueillir le nombre suffisant de parrainages.



Vos rapporteurs soulignent ici que la Fédération de Paris a fait le choix de ne pas communiquer le fichier de ses adhérents et contacts réguliers aux différents candidats. Tout comme pour les élections primaires à Lyon, elle se chargera d'adresser des messages électroniques à l'ensemble de ses contacts, au nom des candidats, ce qui participe à une meilleure protection des données personnelles.

b) La préinscription sur Internet

La Fédération UMP de Paris et son prestataire la société DOCAPOST ont fait le choix d'une solution entièrement réalisée sur Internet.

Ainsi, les électeurs souhaitant participer à ce scrutin doivent préalablement se préinscrire sur un site dédié (<http://www.primaireparis.fr>), afin de recevoir les identifiants leur permettant de se connecter à la plateforme de vote électronique ouverte depuis le lundi 22 avril 2013 et jusqu'au mardi 28 mai 2013 à 19H00. À noter que la période de préinscription a été étendue : initialement établie au 10 mai, la date de clôture a été repoussée à la demande des candidats.

À souligner toutefois la décision de la Fédération UMP de Paris, officialisée le 20 mai 2013, de permettre une inscription en ligne jusqu'au moment du vote, afin de faciliter la participation citoyenne à ce scrutin.

La Fédération UMP de Paris a intégré à son site internet deux pages intitulées « Mentions CNIL » et « Conditions générales d'utilisation » précisant les conditions de traitement des données personnelles des participants au scrutin. Elles précisent notamment les droits « Informatique et Libertés » dont bénéficient les électeurs, et les modalités pratiques pour les exercer en ligne (c'est-à-dire une adresse électronique dédiée, conformément aux recommandations de la Commission).

Les catégories de données nécessaires à l'inscription de l'électeur à la primaire sont :

- civilité ;
- nom ;
- prénom ;
- date de naissance ;
- adresse ;
- arrondissement ;

¹ Délibération n° 2012-020 du 26 janvier 2012 portant recommandation relative à la mise en œuvre par les partis ou groupements à caractère politique, élus ou candidats à des fonctions électives de fichiers dans le cadre de leurs activités politiques

- adresse électronique ;
- et téléphone mobile.

Le renseignement de l'ensemble de ces données est obligatoire pour pouvoir procéder à l'inscription. En dehors de l'adresse électronique et du numéro de téléphone mobile, ces données doivent en effet permettre au prestataire de s'assurer de la capacité électorale des internautes, par comparaison automatique et instantanée avec la liste électorale parisienne enregistrée dans le système de vote. Les risques d'usurpation d'identité étudiés par le prestataire et la Fédération UMP ont été considérés comme très résiduels et dès lors sont assumés par le responsable de traitement : le rapport de l'expert indépendant, transmis à notre Commission le 23 avril dernier, évoque en effet cette question et précise que « *le risque d'usurpation d'identité est réel et assumé par l'organisateur du scrutin et le prestataire. Néanmoins, les mesures prises permettent d'en limiter fortement les conséquences. De ce fait, le risque que cette fraude pèse significativement sur la sincérité du scrutin semble raisonnablement faible.* »

L'adresse électronique et le numéro de téléphone mobile seront utilisés pour adresser aux personnes souhaitant participer un lien vers la plateforme en ligne, permettant de s'acquitter de la participation financière fixée à 3,00 euros. Cette étape finale valide ainsi leur préinscription. Ces deux coordonnées électroniques seront également utilisées afin de leur adresser les identifiants et mots de passe indispensables pour accéder à la plateforme de vote, cette dernière étant opérationnelle du 31 mai au 3 juin pour le premier tour, et du 7 au 10 juin 2013 en cas de second tour.

Le recueil du consentement des inscrits à la réutilisation de leurs données personnelles est prévu par l'insertion de cases à cocher lors du processus de préinscription :

- la première pour autoriser la réutilisation des données personnelles, par la Fédération UMP de Paris uniquement, durant la seule période des primaires (jusqu'au 10 juin 2013), à des fins de communication politique par téléphone, voie postale et courrier électronique ;
- la seconde pour autoriser la réutilisation des données personnelles, par la Fédération UMP de Paris, par le siège national, par le candidat officiellement désigné et par les candidats de l'UMP dans les différents arrondissements, à des fins de communication politique par téléphone, voie postale et courrier électronique, et ce jusqu'aux élections municipales de Paris en mars 2014.

À l'issue de ces élections municipales, l'UMP devrait adresser un message à l'ensemble des participants ayant consenti à la réutilisation de leurs données jusqu'aux élections en mars 2014, pour leur proposer de continuer à recevoir des messages de la part du siège national.

Sur tous ces aspects, vos rapporteurs relèvent donc la conformité du processus prévu par l'UMP aux recommandations de la Commission, ce dont ils se félicitent. Ils soulignent particulièrement la prise en compte par les organisateurs de cette primaire des observations formulées par notre Commission à l'occasion des travaux préparatoires de cette primaire,

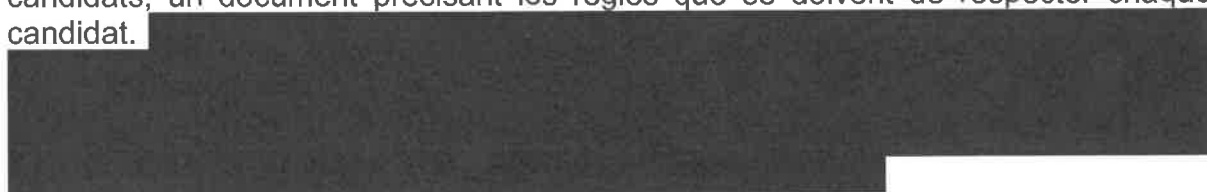
notamment en ce qui concerne les modalités de recueil du consentement des inscrits à la réutilisation de leurs données personnelles

- c) La sensibilisation des candidats aux dispositions « Informatique et Libertés »

Dès la réunion du 21 mars 2013, la CNIL a rappelé à la Fédération UMP de Paris les exigences « Informatique et Libertés » que les candidats doivent respecter afin d'inscrire leurs pratiques, à l'occasion de cette primaire, dans le cadre légal en vigueur.

Il a notamment été précisé que chacun des candidats est responsable de l'ensemble des traitements qu'il met en œuvre personnellement, notamment à des fins de communication politique. L'accomplissement de formalités préalables pour ces traitements auprès de notre Commission est donc nécessaire².

A cet effet, l'Observatoire a adressé à la Fédération de Paris, à l'attention des candidats, un document précisant les règles que se doivent de respecter chaque candidat.



- d) L'ouverture d'un bureau de vote physique

Face à la faible mobilisation des électeurs (le nombre d'inscrits à cette primaire avoisinerait les 6.000, alors que la Fédération compte sur la participation d'environ 50.000 électeurs, notamment pour rentabiliser l'investissement financier), plusieurs candidats ont exprimé leurs critiques à l'égard du dispositif retenu, qualifié de complexe et non adapté à la réalité de l'électorat. Participer à un vote par Internet nécessite en effet de disposer d'un accès Internet, d'une adresse électronique et d'un numéro de téléphone mobile.



² Pour rappel, la norme simplifiée n°34 (NS n° 34) a été mise à jour afin de permettre la déclaration simplifiée de ces traitements.

[REDACTED]

Il a finalement été décidé, à l'initiative de la Fédération de Paris, qu'un unique bureau physique serait ouvert au siège de l'UMP, permettant aux personnes qui le souhaitent de venir s'inscrire sans qu'une adresse électronique et un numéro de téléphone mobile ne soient nécessaires.

[REDACTED]

2. Présentation du dispositif envisagé à Lyon

L'UMP a également annoncé son intention de procéder à la désignation de son candidat officiel à la tête de liste pour les élections municipales de 2014 à Lyon par la voie d'une élection primaire.

Initialement, la Fédération UMP du Rhône souhaitait s'appuyer sur un sondage portant sur la notoriété des 5 candidats ayant annoncé leur intention de concourir à cette élection. Les résultats de cette étude effectuée au mois de mars 2013 n'ayant pas permis à un candidat de se distinguer, le principe d'une primaire ouverte à l'ensemble des électeurs inscrits sur la liste électorale lyonnaise a donc été acté.

Les modalités retenues par la Fédération UMP du Rhône, en charge de l'organisation de cette investiture (le siège national restant dans les faits responsable de traitement), diffèrent de celles mises en œuvre dans le cadre des primaires organisées par l'UMP à Paris. Ces différences sont notamment liées à la taille du corps électoral potentiel.

[REDACTED]

[REDACTED]

Ainsi, il est prévu un vote ouvert à l'ensemble des électeurs inscrits sur la liste électorale lyonnaise en vigueur au 1^{er} mars 2013. Le dispositif de vote se contente de bulletin papier, le recours à un dispositif de vote électronique n'ayant pas été retenu


[REDACTED]

Les personnes souhaitant participer à ce scrutin devront :

- se rendre dans l'un des douze bureaux de vote (au minimum un bureau de vote par arrondissement municipal) dont la liste est disponible sur le site internet de la Fédération ;
- présenter une carte d'identité pour attester de la qualité d'électeur dans l'arrondissement en question ;
- verser 1,00 euro (contre 3,00 euros à Paris).


Le premier tour des primaires est prévu le 2 juin 2013. Un éventuel second tour aura lieu le 9 juin 2013, si aucun des candidats n'a recueilli 50% des suffrages exprimés au premier tour.

Il est également prévu que les cinq candidats, tout comme les candidats à la primaire parisienne, n'auront pas accès aux fichiers de la Fédération organisatrice. Celle-ci adressera aux adhérents un courrier électronique au nom de chaque candidat, ainsi qu'un courrier électronique comportant les liens vers leurs sites internet de campagne respectifs. Cette disposition participera à une meilleure protection des données personnelles des adhérents.



L'ensemble des opérations de vote se déroulera sous le contrôle d'un huissier de justice. Il assistera notamment aux opérations de dépouillement, procèdera à la conservation sous séquestre des listes d'émargement et constatera leur destruction. Cette disposition apparaît conforme aux recommandations de notre Commission.

Les trois points communs aux primaires de Paris et de Lyon sont l'interdiction du vote par procuration, la non-communication du fichier des adhérents et contacts réguliers aux différents candidats et la régulation « Informatique et Libertés » assurée par les services de la Commission.



B. Les primaires annoncées par le Parti socialiste (PS)

Comme l'UMP, le PS a d'ores et déjà prévu d'organiser des élections primaires ouvertes à l'ensemble des électeurs des villes concernées pour désigner ses têtes de liste aux élections municipales de 2014 dans les villes de Marseille, Aix-en-Provence et Le Havre³.

³ Si le principe des primaires a également été acté pour la ville de Béziers, la décision définitive n'a pas encore été arrêtée.

Le 14 mai 2013, une réunion s'est tenue au sein des locaux de la CNIL entre les membres de l'Observatoire des élections de la CNIL, sous la présidence de Jean-François CARREZ, et une délégation du Parti Socialiste notamment composée de Alain FONTANEL, secrétaire national aux Fédérations ; Albin HERBETTE, directeur des opérations électorales et Frédéric BONNOT, secrétaire général administratif.

Vos rapporteurs se félicitent de la tenue de cette réunion plusieurs mois avant le scrutin, ce qui lui permettra de mener ses travaux dans des conditions satisfaisantes. Cela participe à une meilleure prise en compte, par les organisateurs, des recommandations de la Commission en la matière.

Cette réunion sollicitée par l'Observatoire avait pour ordre du jour d'envisager les modalités « Informatique et Libertés » en vue de réitérer l'expérience des premières primaires socialistes organisées en octobre 2011 en vue de l'élection présidentielle de 2012.

Dans la perspective de transposer le précédent accompagnement juridique aux élections primaires pour les municipales

, le PS souhaite poursuivre des échanges constructifs avec les services de la CNIL

Contrairement aux primaires organisées par l'UMP à Paris, toutes les primaires envisagées par le PS se feront au moyen d'un vote papier à l'urne.

Les différentes phases de cette consultation (déclaration de candidatures, promulgation de la liste des candidats et scrutin sur deux tours⁴) se dérouleront du 1^{er} juillet au 20 octobre 2013.

Le projet de formulaire de parrainage rédigé par les services du PS doit prochainement être transmis à la CNIL pour contrôler sa conformité à ses recommandations en matière de recueil des données à caractère personnel (mentions obligatoires, etc.).

Le PS a annoncé son intention, comme en 2011, de profiter de ces primaires pour constituer localement un fichier de sympathisants.

1. La constitution du fichier des votants

Le PS a indiqué vouloir procéder, en vue de l'organisation de ces primaires, à un redécoupage des listes électorales en fonction de l'implantation des bureaux de vote qui seront installés. Il est envisagé que ces bureaux soient les mêmes qu'en 2011, dans le cadre de la primaire désignant le candidat à l'élection présidentielle.

C'est ce retraitement des listes électorales qui justifie l'accomplissement de formalités préalables. Tout comme en 2011, ce fichier ne sera pas conservé au-delà

⁴ *A priori*, il ne sera pas fait de relance des abstentionnistes entre les deux tours des primaires.

du délai de recours contentieux courant dès la proclamation des résultats des différentes primaires et ne fera l'objet d'aucun enrichissement (participation notamment).

Pourront participer à ces primaires les membres du PS, ayant adhéré avant le 8 avril 2013, à jour de leur cotisation et inscrits sur les listes électorales des communes concernées. Bien qu'ils ne puissent s'inscrire sur les listes électorales, les ressortissants étrangers hors Union européenne adhérents du PS pourront participer à ces consultations. En revanche, et contrairement aux primaires pour la présidentielle de 2012, ce ne sera pas le cas des mineurs adhérents du PS.



2. La communication politique relative aux primaires

Avant la promulgation officielle de la liste des candidats à la primaire, chaque fédération concernée informera ses adhérents électeurs dans la ville en question de la tenue de la primaire et des modalités de participation.

À l'issue de la promulgation officielle de la liste des candidats à chaque primaire, ces derniers auront accès au fichier des adhérents. Chaque candidat aura droit de leur adresser le même nombre de messages, sous un format unique ; ces aspects seront fixés par le secrétariat national aux fédérations et chaque comité municipal d'organisation des primaires (CMOP).

Chaque candidat pourra en outre utiliser ses propres fichiers de communication pour mobiliser ses soutiens « personnels », ce qui relèvera de sa responsabilité « Informatique et Libertés ».

Ces points seront intégrés dans une charte, que chaque candidat devra s'engager à respecter et que le PS va soumettre prochainement à la CNIL. Elle recensera notamment les différentes obligations « Informatique et Libertés » qu'implique l'utilisation de ces fichiers (« communs » aux candidats ou qui leur sont propres).

Il sera particulièrement utile dans cette hypothèse de rappeler l'identité de l'expéditeur du message, l'origine des données qui ont permis d'adresser le message et l'adresse à laquelle exercer les droits reconnus par la loi.



3. Constitution d'une liste de sympathisants du PS

Les personnes se déplaçant pour voter auront la possibilité, si elles le souhaitent, de laisser leurs coordonnées (identité, coordonnées téléphoniques et électroniques) pour être contactées à l'issue de ces élections en adhérant à une « charte de valeurs de la Gauche ». Cela avait notamment permis au Parti socialiste de recueillir les données personnelles d'environ 700 000 participants à ce scrutin, à des fins de communication politique notamment.

Le stylo numérisant les données en cours d'écriture, qui a servi pendant les primaires présidentielles, sera de nouveau utilisé pour permettre la saisie immédiate de ces données et éviter une saisie manuelle fastidieuse et moins fiable.

Il a été rappelé l'importance d'une information claire à l'attention des participants souhaitant être recontactés ultérieurement par le Parti socialiste, qui pourra notamment s'appuyer sur l'expérience de 2011.

C. Les principaux enjeux « Informatique et Libertés » soulevés par ces primaires

À titre général, vos rapporteurs se félicitent de la prise en considération satisfaisante par l'UMP et le PS des obligations légales, des recommandations et des bonnes pratiques « Informatique et Libertés » détaillées en 2012.

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

Un communiqué de presse sera prochainement diffusé sur le site de la CNIL aux fins d'appeler l'attention de toutes les formations politiques projetant des opérations d'investiture en vue des échéances nationales de 2014.

Les travaux de l'Observatoire se poursuivent néanmoins aux fins de clarifier certaines notions clés et pratiques des acteurs politiques comme des autorités en charge d'organiser les élections.

1. La définition du responsable de traitement au sein d'une formation politique

Les formations politiques se constituent de façon diverse et autonome, dans le respect de la liberté d'association consacrée par la loi de 1901. Cependant, dans la continuité des travaux de l'Observatoire, l'organisation des primaires a permis de confirmer une problématique juridique qui impacte la notion de responsable de traitement issue de la loi « Informatique et Libertés ».

Il s'agit de la question de la personnalité juridique des fédérations des partis politiques qui a des incidences directes sur la détermination de l'identité du responsable de traitement de données personnelles recueillies et traitées.

[REDACTED]

[REDACTED]

La divergence de ces pratiques nécessite de poursuivre la réflexion menée autour de la question de la personnalité juridique des fédérations aux fins, notamment, d'assurer un niveau optimal de conformité à la loi « Informatique et Libertés ».

2. Le vote électronique ou la pétition de soutien de candidature

Les formations politiques pourraient se contenter d'opérations de parrainage ou de soutien exprimé par voie de pétition, en recourant notamment au support électronique.

[REDACTED]

On rappellera qu'en dépit de leur ressemblance, **vote électronique et consultation sur Internet ne se confondent pas**. Le premier dispositif encadré par la recommandation n° 2010-371 de la CNIL tend à dématérialiser les exigences inhérentes à l'organisation d'élection républicaine. Quant au second outil de plus en plus utilisé sur support électronique, il matérialise l'opinion publique sans pour autant recourir à un cadre homogène garantissant en particulier la réalité de cette opinion et la protection des données collectées.

A titre d'illustration de la diversité des caractéristiques de ce second dispositif, la procédure de vérification de l'identité de l'internaute qui s'exprime diffère d'un support à l'autre : parfois l'adresse électronique de signature est vérifiée, d'autres fois toutes les données d'identité simplement déclarées par un internaute sont diffusées automatiquement sur Internet sans vérification, ni information préalable, ni respect des droits « Informatique et Libertés ».

La fiche 4 du guide pratique « Communication politique » édité par la CNIL en 2012 vise précisément à esquisser le cadre de ces consultations sur Internet en formulant une distinction fondamentale : existe-il une obligation explicite de révéler sur Internet son soutien à telle cause ou tel candidat ?

En vue de réguler cette catégorie d'outil d'expression démocratique et riche des éléments constatés dans le cadre du programme 2013 des contrôles de la CNIL « instituts de sondage », l'Observatoire propose de rédiger un projet de cadre « Informatique et Libertés » qui serait soumis pour avis aux acteurs susceptibles d'être saisis par voie de pétition (peu sont ceux qui à ce jour ont défini les modalités pratiques permettant de valider une telle forme de saisine), aux prestataires de service définissant les paramètres des plateformes de recueil de soutien, voire aux internautes eux-mêmes.

II. LES AUTRES ÉLÉMENTS MARQUANTS DE L'ACTUALITÉ POLITIQUE AU REGARD DE LA PROTECTION DES DONNÉES

Dans la continuité des travaux de l'Observatoire, d'autres éléments appellent à poursuivre les travaux relatifs aux traitements de données constitués aux fins d'organiser des élections ou à d'autres opérations de nature politique.

A. Deux nouvelles élections législatives partielles (Français de l'étranger)

Le Conseil Constitutionnel a, le 15 février 2013, annulé l'élection de deux députés, élus respectivement dans les première (Canada et États-Unis d'Amérique) et huitième circonscriptions des Français de l'étranger (Italie, Malte, Vatican, Saint-Marin, Grèce, Chypre, Turquie et Israël).

Ces deux annulations, justifiées par le rejet du compte de campagne des deux députés par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements

politiques, ont provoqué l'organisation, fin mai et début juin, d'élections législatives partielles dans ces deux circonscriptions.

Dans cette perspective, et afin d'éviter les dysfonctionnements constatés lors de la campagne pour les élections législatives intervenues en 2012⁶, la Commission a pris l'initiative d'adresser au PS, à l'UMP et à un candidat de cette dernière formation⁷, un courrier « préventif », leur rappelant les principales recommandations de la CNIL en matière de communication politique, notamment par courrier électronique [cf. annexe].

Ces courriers ont également servi à leur adresser, une nouvelle fois, le texte de la recommandation du 26 janvier 2012 et le guide pratique qui en est issu.



En application des recommandations de la CNIL dans sa délibération n° 2010-371 et des préconisations spécifiques formulées lors de la mise en place du dispositif, il s'agit de réaliser un audit du système de vote électronique par internet aux fins de s'assurer de la sécurité « Informatique et Libertés » du dispositif et du suivi du plan d'amélioration continue.

Ces évaluations devaient avoir lieu cette année, à l'occasion du renouvellement du tiers des conseillers de l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE) de la zone B (Europe, Asie, Levant), et le rapport final du prestataire était attendu pour fin juillet. Cependant, les autorités viennent de publier un avis annonçant l'annulation de cet appel d'offres, ce marché étant désormais « *déclaré sans suite pour cause de report des élections* ».

Pourtant en juin 2013, les électeurs français résidant à l'étranger rappelés aux urnes pour élire leurs députés suite à l'annulation des scrutins des deux circonscriptions disposeront, comme en 2012, de 3 options pour exprimer leur choix dont vote électronique sur internet.

L'Observatoire prendra à nouveau attache du ministère des Affaires Étrangères aux fins de planifier les évolutions des mesures de sécurité de ce dispositif de vote.



⁶ On rappellera ici que 86% des 327 témoignages et plaintes reçues par l'Observatoire en 2012 concernaient la prospection par courriel et 67% d'entre eux émanaient de Français de l'étranger.

⁷ Ce choix a été dicté par le nombre de plaintes que sa communication politique a suscité, en 2012. Ces plaintes portaient toutes sur l'absence de réponse aux demandes de désinscription des électeurs et d'effet de ces dernières.

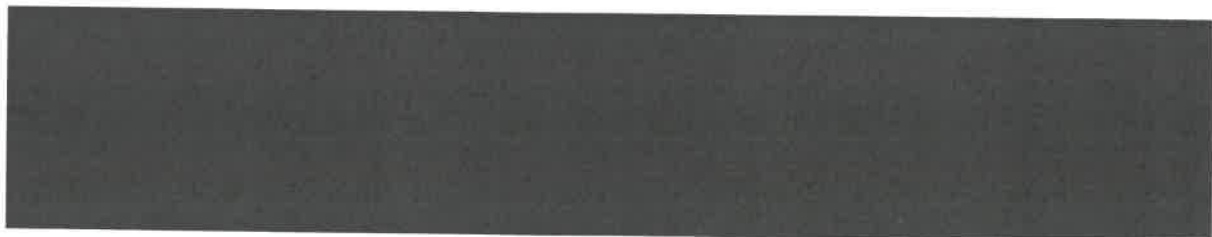
B. Un déficit confirmé d'information concernant le mécanisme de constitution des listes électorales consulaires

Malgré les efforts du ministère des Affaires Étrangères (possibilité d'indiquer deux adresses électroniques lors de l'inscription sur le registre consulaire, ouverture du site web « monconsulat.fr », diffusion d'une note d'information sur le site « diplomatie.gouv.fr », dont certains à l'initiative de la CNIL, l'explication du mécanisme de constitution des listes électorales consulaires et, tout particulièrement, de l'utilisation à des fins de communication politique d'adresses électroniques – parfois professionnelles – fournies à des fins administratives ne semblent pas avoir atteint l'ensemble des Français de l'étranger inscrits sur les listes électorales consulaires).

En effet, depuis le bilan définitif des travaux de l'Observatoire des élections, en juillet 2012, la CNIL a encore été rendue destinataire de quelques plaintes qui manifestent le manque d'information de leur auteur sur le mécanisme à l'issue duquel les adresses électroniques des Français de l'étranger inscrits sur un registre consulaire apparaissent sur les listes électorales consulaires – et peuvent donc être utilisées à des fins de communication politique.

Sur ce point, l'Observatoire suggère de renforcer encore les mesures pédagogiques et techniques adoptées par le ministère, qui pourrait ainsi adresser un courriel récapitulatif d'information à l'ensemble des Français inscrits sur les listes électorales consulaires. Ce message pourrait faire l'objet d'un rappel avant chaque élection.

A titre d'information, le projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France, actuellement en discussion au Parlement, prévoit la création de conseils consulaires auprès de chaque ambassade et de chaque poste consulaire, chargé de formuler des avis sur les questions consulaires ou d'intérêt général, notamment culturel, économique et social, concernant les Français établis dans la circonscription. L'article 29 *novodecies*, dans sa version actuelle, prévoit notamment que « *les conseillers consulaires peuvent prendre communication et copie de l'ensemble des listes électorales consulaires de leur circonscription d'élection, dans les conditions prévues à l'article L. 330-4 du code électoral* ». Un amendement prévoyant que les listes remises à ces conseillers ne contiendraient pas les adresses électroniques des citoyens français a finalement été rejeté par l'Assemblée nationale. Afin de permettre à ces conseillers de communiquer avec leurs électeurs, il était proposé la mise en place d'un dispositif permettant aux candidats d'adresser des messages aux électeurs au moyen de listes de diffusions ne faisant pas apparaître les adresses électroniques des destinataires, mises en œuvre par les services en charge de l'organisation des élections dans chaque circonscription consulaire.



[REDACTED]

[REDACTED]

C. Des plaintes en cours concernant l'utilisation des listes électorales consulaires par des associations

La CNIL est actuellement saisie de plusieurs plaintes dirigées contre deux associations qui ont utilisé les listes électorales consulaires à des fins de communication – politique comme informationnelle.

Dans les deux cas, les messages électroniques indiquent expressément à leurs destinataires que les adresses électroniques utilisées sont celles figurant sur les listes électorales consulaires.

Or l'article L. 330-4 du code électoral n'ouvre la possibilité d'accéder et d'utiliser les listes électorales consulaires qu'aux seuls candidats, à leurs représentants, aux groupements politiques et aux électeurs de la circonscription concernée.

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

8 [REDACTED]

D. Une interrogation classique sur l'utilisation des listes électorales hors période électorale

Un Français résidant à l'étranger a interrogé la Commission afin de savoir si un groupement politique pouvait utiliser les listes électorales consulaires hors tout contexte électoral.

Cette question, posée de façon récurrente à la CNIL, a fait l'objet d'un courrier de réponse par la Présidente rappelant que les textes applicables ne limitaient pas dans le temps la possibilité d'accéder et d'utiliser les listes électorales – communales comme consulaires [REDACTED]

Un candidat dans la circonscription [REDACTED] a également informé l'Observatoire du recours intentée au motif de la rupture d'égalité entre candidats pour consulter et utiliser la liste électorale consulaire, conditionnée par la publication officielle des candidatures. Or, plusieurs candidats utilisent la liste dont ils ont eu communication pour les législatives de 2012.

L'Observatoire suivra l'issue de ces contentieux, et se rapprochera des ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères. La régulation des modalités pratiques d'accès et d'utilisation de la liste électorale pourrait également s'appuyer sur la réforme du code électoral annoncée depuis 2009.

Lors de la rencontre du 12 décembre 2012 entre le ministère des Affaires étrangères et l'Observatoire, le ministère a fait part de sa volonté de réserver une place pour la CNIL à la table de la refonte du code électoral. L'Observatoire reste dans l'attente de la concrétisation de ce projet.

E. L'organisation de primaires par l'UMP en 2016

La réforme en cours des statuts de l'UMP devrait notamment aboutir à l'organisation de primaires ouvertes, au cours de l'année 2016, visant à désigner le candidat officiel du mouvement aux élections présidentielles de 2017. A ce jour, seul ce principe semble acté par les différents responsables du parti. La définition du cadre de ces élections devrait intervenir plus tard.

